

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-tragedie-grecque-est-elle-arrivee-a-son-final>

La tragédie grecque est-elle arrivée à son final ?

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : vendredi 6 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Grâce à la victoire de Syriza, la Grèce a pu sortir du programme d'austérité imposé par la troïka (composée par la Banque Centrale Européenne, le Fond Monétaire International et la Commission Européenne) depuis 2011.

La récupération de l'économie est liée à la renégociation de la dette publique, qui a atteint le chiffre de 320 milliards d'euros en 2014 (175% du PIB national). Les principaux créanciers du gouvernement grec sont le Fonds Monétaire International (FMI), le Fonds de Stabilité Financier (FSF) et la Banque Central Européenne (BCE), institutions qui possèdent 76% des obligations gouvernementales, selon l'entreprise d'analyse statistique Citi Research.

Le premier ministre Alexis Tsipras, ainsi que le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, sont allés à Londres, à Paris, à Rome, à Nicosie et à Francfort la première semaine de février pour parvenir à un accord favorable avec l'Eurogroupe (les 19 ministres des Finances de la Zone Euro). Toutefois, les dirigeants européens se sont alignés sur la position de l'Allemagne et ils ont ainsi rejeté les demandes du gouvernement grec : l'émission de la dette publique pour un montant de 10 milliards d'euros et la dévolution des gains des bons avec échéance de la BCE.

La réponse négative de la BCE a provoqué la suppression des lignes de financement à court terme pour le système financier grec. En conséquence, l'unique source disponible de crédit est l'Assistance de Liquidité d'Urgence (ELA, pour ses sigles en anglais) dans l'actualité, qui est aussi soumise à l'approbation de la BCE. Il est indéniable que la BCE voulait se débarrasser de propositions grecques.

Les négociations du gouvernement grec avec l'Eurogroupe ont été cruciales pour arriver à un accord provisoire. Cela se confirme avec l'échéance des obligations, qui atteindront 3,500 millions d'euros en mars. La Grèce a finalement accepté de proroger le programme d'urgence de la troïka pour quatre mois, action qui aidera au gouvernement à payer ses obligations à court terme.

La restructuration de la dette est restée sans résolution, la Grèce devra donc attendre jusqu'au final du moins de juin, date où le programme d'urgence expire. Le montant de l'excédent budgétaire est resté aussi indéfinie dans les négociations avec l'Eurogroupe. Dans les mois prochains, on réalisera une nouvelle estimation en fonction de l'évolution économique grecque.

Le premier plan de réformes envoyé le 23 février à Bruxelles par le gouvernement grec est divisé en quatre parties : la politique fiscal ; la politique de stabilité financière ; la politique pour impulser la croissance économique ; et la politique pour résoudre la crise humanitaire. Ce plan devra être approuvé par les parlements nationaux à la fin du mois d'avril comme date limite.

En premier lieu, les mesures de la politique fiscale ont pour objectif d'augmenter les revenus de l'État grec à travers l'élimination de l'évasion fiscale et la modernisation du secteur public. D'après la missive, ces actions permettront au gouvernement d'Athènes d'équilibrer le solde des comptes publics qui représentaient auparavant une charge significative.

Toutefois, Athènes a exprimé son compromis de ne pas entreprendre des actions qui affecteraient l'excédent budgétaire. De cette manière, l'établissement d'un plan d'investissement à long terme est écarté en raison des restrictions budgétaires imposées par l'Eurogroupe.

En deuxième lieu, la politique de stabilité financière vise à diminuer le montant des obligations des secteurs de la population les plus pauvres, tandis qu'il oblige aux secteurs les plus fortunés de liquider leurs dettes au secteur financier. En outre, la Grèce établira des mécanismes pour restructurer la dette privée. Le gouvernement considère qu'il est urgent d'éviter la déflation dans le secteur immobilier et l'insolvabilité des crédits donnés par le système bancaire.

Pourtant, le gouvernement mène seulement des actions pour réduire l'endettement privé des secteurs les plus vulnérables. De cette manière, le plan de réformes ne soulève pas la création de mécanismes qui encouragent les banques à prêter aux petites et moyennes entreprises : c'est évident, l'influence du secteur bancaire grec sur la récupération économique brille pour son absence.

En troisième lieu, la politique pour impulser la croissance économique respectera les privatisations en cours, et acceptera seulement l'investissement étranger dans les secteurs qui appuient la récupération. Quant aux réformes du marché du travail, elles ont pour objectif d'étendre le programme d'emplois temporaires, en augmentant le salaire minimum en consultation avec les institutions européennes.

Actuellement, le salaire minimum en Grèce est de 683,76 euros, chiffre qui est bien au-dessous du salaire moyen de la Zone Euro, qui est de 952,65 euros. Le programme de création des emplois temporaires, sans un changement du salaire, n'aura aucun effet important sur la dynamisation de l'activité productive ni l'élargissement du marché interne.

Finalement, la politique d'aide humanitaire abordera le problème de la pauvreté extrême en Grèce au moyen de la provision gratuite des services d'électricité, de santé, d'alimentation et de logement. De cette façon, le gouvernement grec évaluera les résultats du Programme Pilote de Revenu Garanti pour l'étendre à l'échelle nationale.

En conclusion, la majeure réussite d'Athènes a été d'atténuer les politiques d'austérité appliquées par la troika depuis 2011. Cependant, la récupération économique de la Grèce a besoin de plus de changements d'envergure, que celles atteintes dans le premier accord avec l'Eurogroupe. Seulement à ce moment-là, la tragédie de la Grèce aura terminé.

Ulises Noyola Rodríguez para

[Alai-Amlatina](#)

* **Ulises Noyola Rodríguez** est journaliste et membre du projet OBELA, IIEc-UNAM. **Contacte :**

ulisesnoyola1@gmail.com

[Alai-Amlatina](#). Equateur, 26 février 2015.